

Résumé annuel sur l'Amérique Centrale



L'Amérique Centrale, connue aussi comme « La ceinture de l'Amérique » de par sa position géographique qui unit les blocs nord et sud du continent, a vécu en 2018 des événements singuliers sur les plans politique, économique et social et elle n'a pas été exempte des dégâts causés par des phénomènes naturels.

Il se peut que ce soit le Nicaragua qui a vécu les moments les plus difficiles. C'est un pays qui se caractérisait par une grande stabilité, avec une croissance économique et des indices de sécurité peu vus pendant les décennies passées grâce à une politique de bien-être social menée par le gouvernement du Front Sandiniste présidé par Daniel Ortega.

Le 19 avril a été marqué par le début de protestations contre une réforme du régime de sécurité sociale qui, supposément, accordait des bénéfices aux chefs d'entreprise. Pendant plusieurs jours, les rues de Managua, la capitale, ont été le théâtre de manifestations jusqu'à ce que l'exécutif ait révoqué la mesure. Ce qui attire l'attention c'est qu'au lieu de freiner le mécontentement, les marches se sont radicalisées et elles se sont étendues à plusieurs villes de province.

Il a été vite démontré qu'il ne s'agissait pas d'un mouvement ponctuel contre une décision du gouvernement mais d'un complot pour renverser la Révolution Sandiniste organisé depuis les États-Unis avec le soutien des médias et de la droite locale et régionale.

Avec un scénario très similaire à celui qui est appliqué contre le Venezuela, les protestations ont débouché sur des actions violentes qui ont duré jusqu'au mois d'octobre et qui ont fait 235 morts pour la plupart des partisans du sandinisme.

L'on estime que l'économie nicaraguayenne a perdu jusqu'à 1 milliard 300 millions de dollars à cause de ces actions raison pour laquelle cette année la croissance du PIB, bien qu'elle reste positive, chutera de 4 points .

La Révolution Sandiniste a survécu au complot, qui a été suivi d'une série de mesures punitives de la part du gouvernement des États-Unis afin de freiner l'économie et de générer le mécontentement de la population.

Au Costa Rica, l'événement le plus important de l'année ont été les élections présidentielles qui ont porté au pouvoir Carlos Alvarado Quesada, qui, au second tour, qui a eu lieu le 1er avril, a réussi à balayer l'avantage qu'avait obtenu au premier tour le pasteur évangélique Fabricio Alvarado.

La vice-présidence a été occupée par la députée Epsy Campbell Barr, qui est devenue ainsi la première femme afro-descendante à occuper ce poste dans ce pays centraméricain et en général dans toute l'Amérique Latine.

2018 a été marqué au Salvador par les élections législatives et municipales au mois de mars qui ont constitué une débâcle pour le Front Farabundo Martí pour la Libération Nationale qui a perdu une bonne partie des gouvernements locaux et qui est resté en minorité au congrès, dominé par les partis conservateurs dont l'ARENA, l'Alliance Républicaine Nationaliste qui a connu une montée importante.

Les résultats de ces élections ont mis au pied du mur le Front Farabundo Martí pour la Libération Nationale en vue des élections présidentielles de 2019 pour lesquelles les sondages ne le donnent pas comme favori.

Un moment agréable dans le plus petit pays de l'Amérique Centrale a été la canonisation de MGR Oscar Arnulfo Romero, le 14 octobre ce qui a signifié une fête populaire et a mis fin à une longue attente.

Le Honduras a commencé l'année avec le ressac de la fraude aux élections présidentielles de 2017 bien que les protestations se soient diluées avec le passage des mois.

De nombreux scandales de corruption ont détourné l'attention de l'opinion publique tandis que la violence et la pauvreté ont augmenté et elles ont donné lieu à un nouveau phénomène, les caravanes de migrants vers les États-Unis, caravanes qui ont secoué le système politique hondurien.

Des Salvadoriens et des Guatémaltèques accablés par la situation difficile dans laquelle ils vivent se sont joints aux caravanes qui ont rendu tendues les relations entre ces pays et le gouvernement de Donald Trump qui a menacé de couper tout type d'aide si ces pays ne mettaient pas un frein à cette situation.

Les migrants, dont le nombre pourrait arriver à 18 000, ont réussi à pénétrer en territoire mexicain et une bonne partie d'entre eux sont toujours bloqués à la frontière avec les États-Unis où ils survivent grâce à l'aide humanitaire.

Enfin, le Guatemala a été frappé le 3 juin par une violente éruption du Volcan de Feu, situé dans la zone centrale de ce pays, éruption qui a fait quelque 300 morts et des milliers de déplacés.

En réalité, le nombre de victimes ne sera pas connu avec exactitude car beaucoup de familles ont été ensevelies par les coulées de lave et de boue. Face à l'impossibilité de récupérer les corps, l'on a déclaré une vaste zone comme cimetière face à l'indignation des proches qui exigeaient de plus grands efforts.

La tragédie a mis en relief les indices élevés de pauvreté dans laquelle vivent beaucoup de personnes forcées, par le manque d'opportunités, à habiter dans des endroits dangereux face à l'absence de volonté du gouvernement pour mettre fin à cette situation.

Un autre événement dans ce pays a été le différend entre le gouvernement du président Jimmy Morales et le magistrat colombien Iván Velásquez, chef de la Commission Internationale contre l'Impunité au Guatemala. Jimmy Morales a profité d'un voyage de Velásquez aux Nations Unies pour empêcher son retour dans le pays et il a après ordonné l'annulation des visas de onze fonctionnaires de cet organisme qui enquêtent sur les affaires de corruption qui éclaboussent des figures proches du président guatémaltèque. Bien que la Cour de Constitutionnalité et l'ONU elle-même aient rejeté les actions du président guatémaltèque, celui-ci refuse systématiquement de respecter leurs résolutions, appuyé par un Congrès accusé d'être l'un des plus corrompus de l'histoire de la nation.

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/179891-resume-annuel-sur-lamerique-centrale>



Radio Habana Cuba